



**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET
DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

N°204.01/294/MAECD/2024

A Son Excellence Monsieur le Président
de la Commission de l'Union Africaine
à ADDIS-ABEBA

Excellence,

Le Gouvernement du Burundi vient d'apprendre avec consternation, les propos mensongers de la République du Rwanda contenus dans la correspondance adressée au Président de la Commission de l'Union Africaine, en date du 3 mars 2024.

La République du Burundi ne cesse d'attirer l'attention du public, particulièrement de la communauté régionale et internationale, à propos de la propagande mensongère du Gouvernement Rwandais qui vise à distraire l'opinion régionale et internationale pour camoufler le véritable problème entre le Rwanda et le Burundi.

Dire que le Burundi héberge des FDLR sur son territoire est une stratégie machiavélique qui cache mal la réalité plutôt contraire car le Rwanda héberge le cerveau des putschistes de 2015 aux commandes du groupe terroriste Red Tabara.

En effet, le Gouvernement du Burundi a toujours exprimé sa consternation face au comportement déplorable du Rwanda qui entretient, entraîne et arme le groupe terroriste Red Tabara qui ne cesse d'endeuiller le Burundi par des attaques terroristes ciblant des populations innocentes majoritairement femmes et enfants, notamment dans les localités de Kabarore, Ruhagarika, Gatumba, et plus récemment à Buringa le 25 février 2024, ainsi que les jets de grenades dans les lieux publics comme les marchés et les transports en commun.

De plus, le Gouvernement du Burundi déplore les recrutements des réfugiés au Camp de Mahama au Rwanda pour être enrôlés dans le groupe terroriste Red Tabara, en connivence avec le Gouvernement Rwandais, en violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Le Burundi a œuvré sans relâche pour harmoniser ses relations avec le Rwanda, et a initié des dialogues pour trouver un consensus par des voies pacifiques. Les efforts diplomatiques déployés depuis plus de 3 ans ont été rendus vains par l'hypocrisie de la Partie rwandaise qui refuse sciemment d'honorer sa promesse d'extrader le cerveau de ce groupe terroriste.

Il est également à souligner qu'en plus des efforts diplomatiques bilatéraux, la communauté de l'Afrique de l'Est a déjà exigé, en vain, la mise en œuvre des promesses convenues lors des dialogues entre le Burundi et le Rwanda, à travers le communiqué du 23 février 2024 sanctionnant la visite de travail de S.E Salva Kiir, Président en exercice de la Communauté Est Africaine, au Burundi.

Au nom du prescrit de la Charte de l'Union Africaine et l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, le Burundi prend à témoin l'Union Africaine et demande au Président de la Commission de l'Union Africaine de faire usage de ses bons offices pour encourager l'extradition des planificateurs du Putsch de 2015, cerveau du groupe terroriste Red Tabara et de condamner leurs sponsors.

Le Gouvernement du Burundi réaffirme son ferme attachement aux principes de non-ingérence et réfute une fois de plus les allégations fallacieuses et non fondées malignement perpétrées par le Gouvernement du Rwanda à propos d'une quelconque intention du Burundi à changer le régime rwandais, propos clairement démenties dans le communiqué du Gouvernement burundais du 23 janvier 2024 annexé à la présente.

Concernant la situation sécuritaire à l'Est de la RDC, l'année 2023 a vu les efforts du Chef de l'État Burundais alors Président en exercice de la Communauté Est Africaine ainsi que ceux de ses homologues Chefs d'État de la région, concentrés au soutien à la RDC pour la restauration de la paix et de la sécurité dans sa partie Est. Ces efforts traduits à travers le déploiement de la Force Régionale de la Communauté Est Africaine et la poursuite du Processus de Luanda et celui de Nairobi ont été sabotés en permanence par le Gouvernement Rwandais et n'ont pas pu arrêter l'hémorragie de la RDC jusqu'à ce jour.

Le Burundi est particulièrement consterné du fait que la région devient un fief des groupes armés terroristes qui sèment la désolation; ce qui ne peut en aucun cas laisser le Gouvernement Burundais indifférent, d'où son soutien à la RDC pour en découdre avec tous les groupes terroristes qui menacent la sécurité de la région et sans exception aucune.



Le Burundi est un pays réputé depuis belle lurette d'entretenir des bonnes relations de voisinage. En aucun moment de l'histoire il n'a été accusé d'agression envers un pays quelconque, au contraire il appui dans le sens de restaurer la paix et la sécurité à chaque fois qu'il est interpellé, notamment en Somalie au sein de l'ATMIS, en République Centre Africaine à travers la MINUSCA et en République Démocratique du Congo dans le cadre régional dans un premier temps et bilatéral dans un second temps.

Le Burundi salue les efforts de la Commission de l'Union Africaine dans le cadre de la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent africain et réitère son engagement à soutenir les initiatives de restauration et stabilisation de la paix et de la sécurité dans la région

Veillez agréer, **Excellence**, les assurances de ma très haute considération.

**LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET
DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT,**

Ambassadeur Albert SHINGIRO

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Albert Shingiro'. Below the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text 'LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT' around the perimeter and a central emblem featuring a map of Burundi and other symbols.